

 <p>MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PÊCHE</p>	<p>Direction des Politiques Economique et Internationale</p> <p>Service de la Production et des Marchés</p> <p>Sous-direction de l'Elevage et des Produits Animaux</p> <p>Bureau des bovins et des ovins</p> <p>Adresse : 3 rue Barbet de Jouy 75349 PARIS 07 SP</p> <p>Suivi par : Jean-François RAVISE</p> <p>Tél : 01.49.55.46.46 Fax : 01.49.55.80.26 Réf. interne : Réf. Classement</p>	<p>CIRCULAIRE:</p> <p>DPEI/SPM/SDEPA/C2002-4024</p> <p>Date : 03 MAI 2002</p>
---	---	--

Date de mise en application : immédiate
Date limite de réponse : 12 juillet 2002

Le Ministre de l'agriculture et de la pêche

à

 Nombre d'annexes : 1

Mesdames et Messieurs les Préfets

Objet : Plan de soutien complémentaire aux éleveurs de bovins : appui financier direct au cas par cas

Référence : Circulaire DPEI/SPM/SDEPA/C 2002-4001 du 15 janvier 2002.

Résumé : En application de la circulaire DPEI/SPM/SDEPA/C 2002-4001 du 15 janvier 2002, la présente circulaire précise les modalités et les conditions d'attribution de l'appui financier au cas par cas destiné aux éleveurs les plus fortement fragilisés par la persistance de la crise bovine.

Mots-clés : Crise bovine

Plan de Diffusion	
<p>Pour exécution :</p> <ul style="list-style-type: none">- DPEI- Mmes et MM les préfets de département- Mmes et MM les DDAF- Monsieur le Directeur de l'OFIVAL	<p>Pour information :</p> <ul style="list-style-type: none">- DGA, DGAI, DERF, DAF, DEPSE- Mmes et MM les Inspecteurs Généraux de l'Agriculture- Monsieur le Président du COPERCI- Conseil Général du GREF- Conseil Général d'Agronomie- Mme et MM les préfets de Région- Mme et MM les DRAF- Mme la Directrice de l'ONILAIT- Monsieur le Directeur général du CNASEA

SOMMAIRE

Introduction générale : rappel sur les objectifs et l'articulation du plan de soutien complémentaire aux éleveurs de bovins	p.2
1. Bénéficiaires	p.3
2. Procédure d'examen des demandes	p.4
3. Estimation du montant de l'aide	p.5
4. Répartition de l'enveloppe nationale	p.5
5. Paiements et contrôles	p.6
Annexe	p.8

L'ampleur et la durée de la crise qu'a connues la filière bovine, et la gravité de ses conséquences sur les exploitations d'élevage, ont amené le gouvernement à mettre en œuvre des soutiens exceptionnels aux éleveurs de bovins les plus touchés.

A la lumière de l'analyse de la situation de l'élevage réalisée par les DDAF en novembre 2001 et des orientations dégagées lors des rencontres avec les organisations professionnelles, le plan de soutien complémentaire aux éleveurs de bovins défini dans la circulaire DPEI/SPM/SDEPA/C2002-4001 DAF/SDFA/C2002-1501 DEPSE/SDEA/C2002-7001 du 15 janvier 2002 s'articulait autour de trois volets :

- un volet économique,
- un volet social,
- un volet structurel.

Le volet économique est décliné sous deux formes d'intervention : d'une part, l'octroi d'une aide directe forfaitaire (ADIF) destinée à alléger les besoins en trésorerie à très court terme des exploitations d'élevage bovin les plus fragilisées par la crise, d'autre part, une intervention plus ciblée, par l'allégement de charges dans le cadre du Fonds d'Allégement des Charges (FAC) pour les exploitations présentant un fort taux d'endettement et/ou par l'octroi d'un appui financier au cas par cas.

Les interventions ciblées sur les exploitations les plus gravement touchées visent à conforter leur viabilité à moyen et long termes.

Le cumul des aides conjoncturelles octroyées dans le cadre du volet économique est envisageable sur une même exploitation qui répondrait à l'ensemble des critères d'éligibilité, dans le respect des engagements pris envers la Commission européenne d'interdire toute surcompensation des baisses du chiffre d'affaires subies.

Les soutiens du FAC sont ciblés sur les éleveurs endettés pour lesquels les DDAF avaient largement signalé la nécessité d'une mesure d'aide, lors de l'enquête réalisée au mois de novembre dernier. Ce dispositif d'allégement des charges vise les exploitations en situation d'endettement les plus prononcées, devant faire face à des charges financières devenues difficilement soutenables du fait de la crise sectorielle et de son incidence sur leur chiffre d'affaires, mais dont la pérennité était assurée avant la crise et qui demeurent économiquement viables

Les conditions d'accès au FAC ont été définies dans la circulaire DPEI/SPM/SDEPA/C2002-4001 DAF/SDFA/C2002-1501 DEPSE/SDEA/C2002-7001. Le FAC budgétaire 2002 est réservé aux exploitations économiquement viables présentant un ratio de spécialisation en production de viande bovine supérieur ou égal à 50% et un poids du service de la dette dans le chiffre d'affaires supérieur ou égal à 20%. Ce FAC budgétaire intervient exclusivement sous la forme de prises en charges d'intérêts sur les échéances des prêts professionnels à long et moyen termes, d'une durée supérieure à 24 mois, bonifiés et non bonifiés, contractés au plus tard le 31 décembre 2001. Son intervention est plafonnée à 10% de l'échéance annuelle (intérêts et capital) des prêts professionnels à long et moyen termes. En outre, conformément aux instructions de la circulaire DAF/SDFA/C2001-1522 du 31 décembre 2001, une dotation a été mise en place en faveur des producteurs de viande bovine au titre du "FAC Crédit Agricole" et du FAC budgétaire 2001 pour les autres banques. Les interventions au titre de cette dotation

sont destinées aux exploitations du secteur de la production de viande bovine confrontées à de graves difficultés financières, mais qui demeurent viables.

Le dispositif d'appui financier en capital au cas par cas vise à aider les éleveurs qui restent en situation difficile, malgré les différents plans de soutiens mis en œuvre dans le secteur de la viande bovine et la réévaluation des aides communautaires comme, par exemple, des éleveurs ayant récemment investi qui auraient peu ou pas bénéficié du FAC et des consolidations d'échéances en capital par des prêts à taux bonifiés.

Comme précisé dans la circulaire DPEI/SPM/SDEPA/C2002-4001 DAF/SDFA/C2002-1501 DEPSE/SDEA/C2002-7001 du 15 janvier 2002, les soutiens découlant de ce dispositif d'aide au cas par cas sont attribués dans le cadre d'enveloppes départementales, afin d'apporter la flexibilité indispensable pour s'adapter aux situations locales et répondre aux attentes des exploitations les plus en difficulté.

Concernant les modalités et les conditions d'attribution de l'aide au cas par cas, la circulaire DPEI/SPM/SDEPA/C2002-4001 DAF/SDFA/C2002-1501 DEPSE/SDEA/C2002-7001 du 15 janvier 2002, renvoyait à des instructions complémentaires.

La présente circulaire décrit les modalités de mise en œuvre de cet appui financier au cas par cas du volet économique du plan de soutien complémentaire aux éleveurs de bovins. J'attire votre attention sur le fait que le dispositif d'aide au cas par cas proposé doit, à l'instar de la procédure AGRIDIFF, être ciblé sur les exploitations qui rencontrent de sérieuses difficultés.

1. Bénéficiaires

Ce dispositif d'aide directe est réservé aux exploitants agricoles à titre principal, aux groupements agricoles d'exploitation en commun (GAEC), aux exploitations agricoles à responsabilité limitée (EARL), aux autres personnes morales ayant pour objet l'exploitation d'un domaine agricole et dont plus de 50 % du capital est détenu par des exploitants agricoles à titre principal.

Sont éligibles les éleveurs qui ont déposé un dossier de demande d'aide (défini à l'annexe 2 de la circulaire du 15 janvier 2002), sans avoir nécessairement coché la case correspondante à la demande d'aide au cas par cas. Les bénéficiaires retenus devront posséder au moins 10 gros bovins de plus de 6 mois au 31 décembre 2001, et être spécialisés à hauteur de 50% au moins en viande bovine.

Seront considérés comme prioritaires pour l'accès à cet appui direct au cas par cas les éleveurs qui à la fois n'ont pas bénéficié des aides directes forfaitaires et du FAC définis dans la circulaire DPEI/SPM/SDEPA/C2002-4001 DAF/SDFA/C2002-1501 DEPSE/SDEA/C2002-7001 du 15 janvier 2002, et relèvent de l'une des catégories suivantes :

- les jeunes éleveurs (moins de 40 ans, installés depuis moins de 5 ans),
- les petites exploitations au sens de la définition du CSO du 8 janvier 2002,
- ainsi que les éleveurs de bovins en système naisseur et misseur-engraisseur très spécialisés (c'est à dire dont le taux de spécialisation en viande bovine est d'au moins 80%)

Au-delà de ces prioritaires, pourront être bénéficiaires les éleveurs qui sont encore dans une situation très difficile malgré les différents plans de soutien dont ils ont éventuellement bénéficié depuis le début de la crise, et en particulier ceux qui auraient peu ou pas bénéficié de ces plans mais qui auraient vu baisser de façon très importante le produit de leurs ventes de bovins.

2. Procédure d'examen des demandes

Conformément aux dispositions de la circulaire DPEI/SPM/SDEPA/C2002-4001 DAF/SDFA/C2002-1501 DEPSE/SDEA/C2002-7001 du 15 janvier 2002, les soutiens découlant de ce dispositif seront attribués dans le cadre d'enveloppes départementales, après avis de la Commission départementale d'orientation de l'agriculture (CDOA).

Vous veillerez, en tant que de besoin, à ce que des personnalités professionnelles et des experts qualifiés de la filière bovine, notamment des représentants des centres d'économie rurale et de gestion agréés, participent aux travaux de la CDOA.

Le dispositif d'examen des demandes devra s'inspirer de la démarche mise en œuvre dans le cadre de la procédure AGRIDIFF, en relation avec la section spécialisée de la CDOA.

Avant toute instruction préalable des demandes déposées, la CDOA devra déterminer les orientations et hiérarchiser les critères d'accès au bénéfice de ce soutien, dans le respect des priorités définies ci-avant.

Pour sélectionner les dossiers des éleveurs à retenir, il devra être vérifié qu'il s'agit de cas pour lesquels des baisses de chiffre d'affaires conséquentes ont été enregistrées, de nature à précariser la rentabilité de l'élevage ou de l'atelier bovin. Les analyses devront être effectuées à la lumière d'une comptabilité ou d'un état des ventes réalisées par rapport aux exercices précédents 2000 et 2001, dans toute la mesure du possible et en prenant en compte la réévaluation des aides de l'organisation commune des marchés (OCM) dans le secteur de la viande bovine.

Pour cela, vous pourrez utilement vous référer aux documents comptables déjà fournis à vos services ou aux déclarations faites par les éleveurs pour calculer le taux de spécialisation en viande bovine. Eventuellement, la reconstitution d'un chiffre d'affaires théorique sur la base du "barème calamité" pourra être opérée. La baisse du chiffre d'affaires sera comparée aux aides exceptionnelles allouées en 2001 et 2002 qui comprennent, je vous le rappelle :

- les aides directes aux exploitations affectées par la crise bovine (ADEC) définies dans la circulaire DPEI/SDEPA/C2001-4007 du 5 mars 2001 et les aides directes forfaitaires (ADIF) définies dans la circulaire DPEI/SPM/SDEPA/C2002-4001 du 15 janvier 2002,
- les subventions équivalentes au titre des consolidations d'échéances en capital des prêts bonifiés, soit 24,5% du montant du prêt accordé,
- la prise en charge d'intérêts d'emprunts par le FAC 2001 et 2002.

Ces éléments devront notamment être utilisés pour permettre de vérifier que le cumul des aides conjoncturelles apportées au titre des différents plans de soutien et de l'aide au cas par cas n'entraîne pas une surcompensation des baisses de chiffre d'affaires enregistrées par le demandeur.

Après instruction par la DDAF dans le cadre des règles édictées ci-dessus et des orientations proposées par la CDOA, une liste de bénéficiaires potentiels sera soumise à l'avis de la CDOA.

L'aide sera versée sous la forme d'une subvention à l'exploitation, dont le montant recueillera l'avis de la CDOA. La décision d'attribution de l'aide sera prise par le préfet du département.

A l'issue de cette procédure, vous transmettez les demandes de paiement à l'Office national interprofessionnel des viandes, de l'élevage et de l'aviculture (OFIVAL), qui s'inscriront dans les strictes limites de l'enveloppe départementale qui vous aura été notifiée. Vous ferez en sorte que l'ensemble de vos demandes d'aides directes soit adressé à l'OFIVAL **avant le 12 juillet 2002**.

Vous êtes autorisé, dans la limite de 10% de l'enveloppe départementale qui vous sera allouée à déroger, de façon exceptionnelle et justifiée, aux règles générales d'éligibilité et de plafonnement indiquées, afin de pouvoir répondre à des situations particulières locales, le cas échéant.

Enfin, j'attache une grande importance à ce que les bénéficiaires prioritaires définis au 1. émergent de manière très significative à ce soutien au cas par cas.

A cet égard, vous indiquerez dans vos propositions d'attributions de ces soutiens, le pourcentage des aides à destination de chacune des catégories de prioritaires.

En outre, lors de la transmission des demandes de paiement à l'OFIVAL, vous indiquerez le pourcentage de flexibilité que vous aurez appliqué dans votre département dans la limite des 10% autorisés dans la présente circulaire.

3. Estimation du montant de l'aide

Le montant de l'aide individuelle devra être supérieur à un seuil d'au moins 400€, il sera plafonné de telle manière que la somme des aides perçues au titre du plan de soutien mis en œuvre en 2002 (ADIF, FAC et aide au cas par cas) ne dépasse pas 4000€par bénéficiaire.

La détermination du montant de l'aide devra tenir compte de la spécialisation en viande bovine de l'exploitation.

Dans le cas des GAEC, la règle de transparence s'applique et le plafond d'aide peut être multiplié par le nombre parts économiques, dans la limite de trois parts (parts PAC : cf circulaire DPEI/SPM/C2000-4045 du 3 novembre 2000).

4. Répartition de l'enveloppe nationale

L'enveloppe nationale disponible pour les paiements des aides au cas par cas fait l'objet d'une répartition départementale visant à privilégier les zones d'élevage allaitant.

Cette répartition tient compte de la référence départementale en droits à prime PMTVA, mais aussi du nombre d'exploitations spécialisées en viande bovine, selon les pondérations suivantes:

Référence départementale en droits à prime PMTVA	50%
Nombre d'exploitations spécialisées à au moins 50 % en viande bovine	50%

NB : pour les départements présentant une forte proportion de surface en zone de montagne, le montant de l'enveloppe départementale a été majoré de 15 % afin de mieux prendre en compte les spécificités locales.

L'enveloppe départementale est portée à un seuil de 2000€, dans le cas où le calcul débouche sur un montant inférieur.

5. Paiements et contrôles

5.1 Paiements

L'OFIVAL est chargé du paiement de la participation financière de l'Etat, pour le compte de ce dernier.

A l'issue de la procédure visée au point 2, vous transmettez à l'OFIVAL (division « Productions du bétail » - 80, avenue des Terroirs de France 75 607 PARIS CEDEX 12) :

- la demande de paiement des aides à verser par l'OFIVAL pour les dossiers concernés. Cette transmission s'effectuera sur un support informatique simple, que le directeur de l'OFIVAL vous communiquera en temps utile ;
- une édition papier de l'état ainsi constitué et visé par vos soins. Il est impératif que la première page comporte le cachet de la DDAF et votre signature originale, les pages suivantes pouvant comporter outre le cachet original de la DDAF, un tampon de votre signature;
- une attestation du DDAF indiquant que toutes les pièces nécessaires au dossier ont bien été examinées et conservées en DDAF.

Pour permettre le paiement rapide des dossiers, vous devrez présenter à l'OFIVAL, le plus tôt possible et en tout état de cause au moment de l'envoi de la demande de paiement, un état d'engagement de l'enveloppe départementale. Celui-ci sera accompagné d'une note de synthèse exposant les modalités de mise en œuvre du dispositif dans votre département, en particulier :

- les modalités arrêtées par la CDOA concernant l'accès au dispositif des bénéficiaires prioritaires (c'est-à-dire, les éleveurs exclus des ADIF et du FAC budgétaire 2002 et qui soit sont des jeunes éleveurs, soit relèvent des petites exploitations, soit sont des naisseurs ou naisseurs-engraisseurs très spécialisés),
- le pourcentage de répartition de l'enveloppe départementale pour chacune des trois catégories prioritaires,
- le pourcentage de flexibilité appliqué dans votre département dans la limite des 10% autorisés dans la présente circulaire

Vous transmettez l'ensemble de vos demandes de paiement à l'OFIVAL, au plus tard le **12 juillet 2002**.

Les pièces constitutives des dossiers instruits par vos services seront conservées trois ans au siège de la DDAF de votre département et seront communiquées à l'OFIVAL sur simple demande de sa part.

5.2 Contrôles et sanctions

Outre les contrôles a priori effectués au moment de l'instruction des demandes, des contrôles a posteriori des dossiers individuels peuvent être effectués à tout moment. Un échantillon d'au moins 5 % des bénéficiaires fera l'objet d'un contrôle dans chaque département. Les contrôles porteront notamment sur l'éligibilité des bénéficiaires et leur taux de spécialisation en production bovine.

Il sera également vérifié que le total des aides perçues au titre des mesures de soutien des éleveurs de bovins (ADEC, ADIF, FAC 2001 et 2002) reste inférieur ou égal aux baisses de chiffres d'affaires enregistrées.

L'attribution de ces aides directes peut, en outre, faire l'objet de contrôles effectués, selon les modalités qui leur sont propres, par les corps de contrôle de l'Etat chargés de vérifier l'affectation des aides publiques.

L'exploitant s'est déjà engagé à communiquer tout document justificatif qui lui est demandé.

Les aides versées dans des conditions non conformes, notamment en cas de surcompensation des baisses de chiffre d'affaires subies par l'éleveur, feront l'objet de mise en recouvrement par l'OFIVAL des montants concernés. En outre, en cas de fraude ou de fausse déclaration avérée, l'exploitation agricole sera inscrite en contrôle orienté au titre du système intégré de gestion et de contrôle des aides de la PAC (SIGC).

François PATRIAT

ANNEXE

Définition des critères l'éligibilité et articulation des mesures

1. Taux de spécialisation en production de viande bovine

Autant que faire se peut, le taux de spécialisation en production de viande bovine sera repris sur les déclarations ayant servi à l'instruction des aides prévues au plan de mars 2001. Cette modalité sera appliquée si l'exploitant estime que les données qu'il a déclarées en 2001 restent valables pour qualifier la situation de son exploitation sur 2001.

Si tel n'est pas le cas, l'exploitant devra procéder à une nouvelle déclaration des chiffres d'affaires bovins et totaux de son exploitation et le taux de spécialisation en production de viande bovine sera calculé comme suit :

- au numérateur, le chiffre d'affaires provenant des livraisons de viande bovine hors veaux industriels (en batterie) : le chiffre d'affaires hors taxes résultant des livraisons d'animaux bovins de l'exploitation (hors veaux industriels) augmenté des primes attribuées à l'exploitation au titre de l'organisation commune de marché (OCM) de la viande bovine (PMTVA complète, y compris la part nationale ; PSBM ; PAB complète, y compris les compléments issus de l'enveloppe de flexibilité ; complément extensif) ;
- au dénominateur, le chiffre d'affaires total de l'exploitation : le chiffre d'affaires total hors taxes de l'exploitation, intégrant l'ensemble des aides directes couvertes par toutes les organisations communes de marchés (OCM), ce qui exclut notamment les mesures agri-environnementales, la prime au maintien des systèmes d'élevage extensifs et les indemnités compensatoires de handicaps naturels.

Dans l'appréciation du chiffre d'affaires total de l'exploitation, les productions hors sol (volailles et œufs, porcs, veaux industriels en batterie) feront l'objet d'une prise en compte particulière selon la formule :

$$C.A \text{ corrigé des productions hors sol} = (A + 5 B) \times 0,3$$

où A = chiffre d'affaires des activités hors sol non intégrées

B = rémunération de la prestation d'intégration

Il peut s'agir, soit de chiffres d'affaires se rapportant à la dernière année connue (2000 ou 2001), soit de chiffres d'affaires moyens relatifs aux trois dernières années connues (1998-2000 ou 1999-2001), appréciés par référence aux chiffres d'affaires déclarés par l'exploitant au titre de la taxe sur la valeur ajoutée.

Pour les exploitants ayant récemment débuté une activité de production de viande bovine et ne disposant pas des données antérieures justifiant leurs chiffres d'affaires, le taux de spécialisation s'appréciera sur la base des documents prévisionnels officiels (études prévisionnelles d'installation,...) ou, à défaut, sur la base de références locales.

Pour les exploitations sous forme sociétaire et les GAEC, le taux de spécialisation est celui de l'exploitation prise dans son ensemble.

2. Petites exploitations au sens du CSO

Les petites exploitations sont définies par deux critères cumulatifs fixés au niveau national :

- un chiffre d'affaire maximum par UTH de 40 000 €
- un montant maximum d'aides par exploitation de 12 000 €

3. Articulation des différentes mesures

	. Allègement des charges financières	. Appui direct au cas par cas
Eligibilité		
Taux de spécialisation en production viande bovine	= 50%	= 50%
Possession de gros bovins	Posséder au moins 10 bovins de plus de 6 mois au 31 décembre 2001	Posséder au moins 10 bovins de plus de 6 mois au 31 décembre 2001
Poids du service de la dette	= 20%	
Accès prioritaire		<ul style="list-style-type: none"> - petites exploitations - jeunes éleveurs - naisseurs et naisseurs engraisseurs très spécialisés
Montant de l'aide		
	prise en charge d'intérêts (maximum de 10% de l'échéance annuelle)	Seuil 400 € Plafond (ADIF,FAC,CAS PAR CAS) = 4000 €